

**Unité bidépartementale
Calvados Manche**
Équipe risques accidentels

Caen , le 06 décembre 2022

Mél : ubdcm.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Tél : 02 50 01 85 57 – Fax : 02 50 01 85 90

Réf : 2022 – 14 – 640

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LEGALLAIS

Boulevard du Lieutenant Colonel Ostiguy
14320 ST ANDRE SUR ORNE

Code AIOT : 0005304214

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2022 dans l'établissement LEGALLAIS implanté Boulevard du Lieutenant Colonel Ostiguy 14320 ST ANDRE SUR ORNE. L'inspection a été annoncée le 06/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite entre dans le cadre du récolement des installations, suite à l'extension du bâtiment du stockage ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral d'enregistrement signé le 1er février 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEGALLAIS
- Boulevard du Lieutenant Colonel Ostiguy 14320 ST ANDRE SUR ORNE
- Code AIOT : 0005304214
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LEGALLAIS exploite sur la commune de Saint-André-sur-Orne un entrepôt logistique qui assure la réception des produits, le stockage, la préparation des commandes et l'expédition de produits de quincaillerie destinés aux professionnels du second œuvre du bâtiment.

Cette société a fait évoluer ses activités, en augmentant en outre la quantité de produits combustibles stockés à plus de 500 t et en agrandissant son site.

Le contrôle des prescriptions applicables aux installations a été effectué par sondages et porte essentiellement sur les modifications apportées au site et les dispositifs de sécurité devant être mis en oeuvre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : récolement de l'établissement vis-à-vis

- des dispositions constructives
- dispositifs de prévention et de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 2.	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 4. modifié par APE article 2.2.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 5. modifié par APE article 2.2.2	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Compartmentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 6. modifié par APE article 2.2.3	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Moyens de défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/02/2022, article 2.1.1 + article II > 13 de l'AM du 11/04/2017	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.1.
3	Voie engins et accès aux bâtiments	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.2. et 3.4
9	Collecte et rejet des eaux pluviales et des eaux extinction incendie.	Arrêté Préfectoral du 01/02/2022, article 2.1.1 + article II > 11 de l'AM du 11/04/2017
10	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
11	Ventilation et recharge de batteries	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 17. modifié par APE article 2.2.4
12	Travaux de mise en conformité	Arrêté Préfectoral du 01/02/2022, article 2.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette inspection, que l'ensemble des travaux ont été réalisés conformément aux éléments figurant dans le dossier de demande d'enregistrement de l'exploitant. Des attestations de conformité restent toutefois à transmettre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 2.
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m², cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021 ; - des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ; - des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²). Les distances sont au minimum soit celles calculées à hauteur de cible pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte tenu de la configuration des stockages et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt, partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.
<p>Constats : Il a pu être constaté que les travaux ont été effectués selon les plans présents dans le dossier de demande d'enregistrement. Seule la clôture du côté de l'extension n'avait pas encore été déplacée le jour de la visite. L'exploitant doit transmettre les éléments justificatifs du déplacement de la clôture afin de maintenir les effets thermiques à l'intérieur du périmètre du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.
Constats : Lors de la visite, il a pu être constaté que, comme le prévoit le dossier, le site dispose de 2 accès. Les véhicules légers disposent d'emplacements de stationnement devant les bâtiments. Les stationnements des poids lourds sont matérialisés au niveau des quais de déchargement. Aucun obstacle à la circulation n'a été observé le jour de la visite. Aucune non-conformité n'est relevée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Voie engins et accès aux bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.2. et 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Voie engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.2</p> <p>Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction. <p>Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins. <p>[...]</p> <p>3.4</p> <p>A partir de chaque voie engins ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum. Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs. Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied. Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. Dans ce cas, les trois alinéas précédents ne sont pas applicables. Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.[...]</p>
<p>Constats : Lors de la visite, la présence d'une voie faisant le tour du bâtiment a été constatée. Aucune non-conformité n'est relevée sur ce point. Les différentes cellules de l'entrepôt sont toutes situées à moins de 30m de la voie engin; les bâtiments ainsi que les aires de stationnement et mise en station des engins sont desservies. Aucun obstacle n'a été observé.</p> <p>Aucune non-conformité n'a été relevée sur ces points.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 4. modifié par APE article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] L'ensemble de la structure est a minima R 15. [...]</p> <p>Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Les éléments de support de couverture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.</p> <p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. [...]</p> <p>Les planchers n'étant pas au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120, l'exploitant procède aux aménagements sollicités dans l'étude d'ingénierie incendie réalisée par le CNPP jointe au dossier à savoir la création d'issues de secours supplémentaires en façade ouest de l'étage.</p> <p>Constats : Les dispositions constructives du bâtiment de stockage, et notamment de l'extension, ont été vérifiées par sondage. L'exploitant indique qu'un bureau de contrôle (APAVE) a été missionné pour vérifier le respect des prescriptions ICPE au fur et à mesure de l'avancée des travaux. Le rapport en découlant n'était pas encore disponible le jour de la visite. Pour les murs coupe-feu, il a été précisé que la structure est en béton et que des panneaux ont été insérés pour garantir le caractère coupe-feu; aucun justificatif n'a toutefois été présenté. De même, pour la toiture, aucune information n'a été retrouvée dans le Dossier des ouvrages exécutés (DOE). Suite à la visite, une attestation établie par l'entreprise Rougier a été transmise pour le local maintenance. L'exploitant doit transmettre sous 2 mois à l'inspection des installations classées les éléments justifiant des propriétés des éléments constructifs et notamment des murs et de la toiture de l'extension. Il est rappelé que pour l'extension, la structure doit être R120, la paroi est REI 120 pour contenir les flux à l'intérieur du périmètre de l'établissement et la toiture doit être de classe Brooft3. Les justificatifs pour toutes les dispositions constructives doivent être tenus à disposition de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 5. modifié par APE article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 m2 et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre [...]. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre.[...]</p>

<p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 m² de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>Le désenfumage du rez-de-chaussée de la cellule 1 n'étant pas réalisé par des ouvrants en façade, il s'effectue mécaniquement via des conduits REI 120 dont les exutoires se situent en toiture ; son déclenchement s'effectue automatiquement via des sondes de température situées au droit des ouvrants (réglées pour un déclenchement après le sprinklage), ou par des dispositifs manuels placés à proximité des issues de secours de la cellule.</p> <p>Le déclenchement automatique du désenfumage ne peut se faire avant celui du sprinklage (seuil des sondes de température supérieur à celui du sprinklage (93 °C > 74 °C)).</p>
<p>Constats : Des travaux de mise en conformité étaient prévus notamment pour les cellules disposant d'une surface de désenfumage inférieure à 2% et avec la mise en place d'un désenfumage mécanique du rez-de-chaussée de la cellule 1 réalisé via des conduits REI 120 reliés à la toiture.</p> <p>Les tourelles d'évacuation ont été installée par la société GTEC; la documentation présentée contient un document listant le matériel installé ainsi que l'attestation Effectis relative à la résistance à la chaleur.</p> <p>L'extension a quant à elle été équipée de dispositifs de désenfumage "classiques".</p> <p>Un rapport de visite des installation de désenfumage établi par l'APAVE le 25/04/2022 a été présenté; aucune remarque n'en ressort sauf sur l'affichage.</p> <p>Aussi, le déclenchement des dispositifs de désenfumage est asservi à des sondes de températures. Lors de la visite, il a pu être constaté que la température dans le tuyau (et non pas la température de déclenchement) est affichée; au regard des voyants, l'installation apparaissait opérationnelle. Toutefois, la température de déclenchement des exutoires (établie à 90°C pour se déclencher après le sprinklage) n'a pas pu être vérifiée.</p> <p>La présence de commandes manuelles a pu être vérifiée.</p> <p>L'exploitant doit transmettre les éléments justifiant du réglage de la température de déclenchement de l'ouverture des exutoires de fumées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 6. modifié par APE article 2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ; - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; - Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ; - si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. <p>La toiture est recouverte de bandes de protection A2s1d0 de 5 m de part et d'autre des murs séparatifs (bande de protection métallique en aluminium ou en toile ignifugée)</p> <p>Les murs séparatifs dépassent en toiture de 1 m, à l'exception du mur séparatif entre les cellules 1 et 2.</p> <p>En l'absence de dépassement de plus d'1 mètre du mur séparatif entre les cellules 1 et 2 (seulement 30 cm), un dispositif d'aspersion d'eau visant à empêcher la propagation de l'incendie d'une cellule vers l'autre par la toiture est mis en place. Ce dispositif est alimenté par le réseau public et peut être enclenché manuellement par l'exploitant ou les services de secours au moment où il sera jugé nécessaire de le mettre en oeuvre.</p> <p>Constats : Les cellules sont découpées comme le prévoit le dossier de demande d'enregistrement. Concernant les portes coupe-feu, l'exploitant a présenté un PV d'intervention établi par Effectis le 15/09/2022; il ressort que les travaux ont été effectués et que toutes les portes sont opérationnelles.</p> <p>La présence des bandes de protection (SOPRALEME FLAM 100 ALU) a pu être constatée en toiture; l'exploitant a présenté les attestations confirmant leur résistance au feu.</p> <p>La présence du rideau d'eau a également pu être constatée ; celui-ci est alimenté par un surpresseur via une vanne manœuvrable par le personnel. Ce point sera intégré à la formation des équipiers de première intervention (EPI). Il a été testé par le SDIS.</p> <p>Il est demandé que l'exploitant transmette les éléments justifiant du caractère coupe-feu des murs séparatifs entre les différentes cellules.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Constats : L'extension a été raccordée au même système de détection que la cellule existante, la détection incendie étant réalisée par le système de sprinklage. Le dernier Q1 présenté date du 31/03/2022; il ne fait état d'aucun risque de mise en échec, juste des observations. L'exploitant indique que le déclenchement de l'alarme a pu être vérifié lors de l'exercice d'évacuation réalisé le 28/10/2022. La visite semestrielle portant sur l'ensemble de l'installation a été effectuée le 13/10/2022 mais le rapport n'était pas encore reçu le jour de la visite; le rapport de vérification portant sur l'installation complète (existant + extension) de détection doit être transmis à l'inspection sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Moyens de défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2022, article 2.1.1 + article II > 13 de l'AM du 11/04/2017
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense extérieure contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : AP L'établissement doit disposer d'un potentiel hydraulique de 840 m ³ utilisables sur deux heures (débit requis de 420 m ³ /h) qui doit être obtenu, à moins de 100 m pour le 1er Point d'Eau Incendie sous Pression, en dehors des flux thermiques de 5 kW/m ² , et sous forme de réserve d'incendie jusqu'à une distance de 400 mètres pour la totalité du volume d'eau requis. L'exploitant dispose à cet effet des équipements suivants : <ul style="list-style-type: none">– 1 borne surpressée publique au nord-ouest (60 m³/h) et 2 bornes surpressées privées à l'est et au sud-est (120 m³/h) permettant de fournir 180 m³/h sous pression (> 1/3 du débit requis).– La réserve publique de 460 m³ au nord-ouest,– Les réserves privées (2 x 120 m³) à l'ouest et au nord-est. L'exploitant dispose de la justification de la disponibilité effective des débits et des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Des opérations de contrôle du caractère opérationnel de ces moyens doivent être réalisées périodiquement. L'exploitant doit mettre en œuvre les moyens permettant de s'assurer que les réserves d'eau contiennent en permanence le volume requis.

Par ailleurs, l'exploitant doit respecter les dispositions suivantes :

- 1 – Desservir l'établissement par une voie publique ou privée permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie ;
- 2 – Doter l'établissement d'un système d'alarme sonore fixe, conforme aux normes en vigueur, audible de tout point des bâtiments pendant le temps nécessaire) l'évacuation ;
- 3 – Répartir les moyens d'extinction appropriés aux risques à défendre (RIA, extincteurs) ;
- 4 – Matérialiser les cheminements d'évacuation du personnel et les maintenir constamment dégagés.

AM:

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :[...]Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel[...]

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.[...]

A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. [...]

Constats : Les moyens de lutte contre l'incendie privés décrits dans le dossier de demande d'enregistrement ont été mis en place (réserves avec affichage, poteaux, local surpresseur...). Ces équipements ont été réceptionnés par le SDIS en avril dernier.

Des aires de stationnement des engins ont été mises en place à proximité des poteaux.

L'exploitant ne dispose toutefois pas des résultats des essais en simultané. L'exploitant doit les transmettre à l'inspection sous un délai de 2 mois afin de justifier d'un volume total disponible de 840 m3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Collecte et rejet des eaux pluviales et des eaux extinction incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2022, article 2.1.1 + article II > 11 de l'AM du 11/04/2017
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et rejet des eaux pluviales et des eaux extinction incendie.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>AP : La gestion des eaux pluviales de l'établissement LEGALLAIS est encadrée par l'arrêté du 18 mars 2008 et doit être conforme au-dit arrêté et au dossier d'autorisation de 2006. À ce titre, le site dispose d'un réseau séparatif pour les eaux pluviales qui sont traitées par des séparateurs à hydrocarbures (5) et un bassin de régulation/infiltration. Un bassin d'orage de 972 m³ minimum permet de réguler le débit de sortie à 2,09 m³/s pour une pluie d'occurrence décennale.</p> <p>Les eaux d'extinction sont collectées gravitairement et sont dirigées majoritairement vers deux bassins de rétention extérieurs étanches, et en partie vers la zone de quai au sud-ouest ; un volume de 1 784 m³ au total doit être en permanence disponible. Les bassins et la zone de rétention de quai sont équipés de systèmes d'obturation automatiques asservis à la détection incendie (sprinklage).</p> <p>Les dispositifs de gestion des eaux (séparateur hydrocarbure, regards...) sont régulièrement entretenus, selon notamment les modalités définies dans la note de calcul transmise par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le récolement des installations aux prescriptions du présent article au plus tard en mars 2022.</p> <p>AM : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé. Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004).[...]</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
Constats : Les travaux relatifs aux bassins de collecte des eaux extinction incendie sont terminés. Les vannes asservies à la centrale de détection incendie ont été installées. L'exploitant a présenté une attestation de la société Techneau qui stipule que l'installation est opérationnelle. Un contrat de maintenance a été établi avec cette société pour faire un contrôle annuel des vannes (doublé par un contrôle effectué par Eiffage), en même temps que les pompes de relevage. Le dernier essai a été effectué le 21/09/2022; il en ressort que l'installation est opérationnelle. Aucune non conformité n'est relevée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et équipements métalliques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.
Constats : La dernière vérification de l'ensemble des installations électrique du site a été effectuée le 20/05/2022 par DEKRA; le rapport Q18 en découlant confirme l'absence de risque d'incendie ou d'explosion. Aucune observation n'a été formulée. Les installations de protection contre la foudre ont été vérifiées le 08/10/2022. Lors de la visite il a pu être vérifié que le site n'a jamais enregistré de coup de foudre. L'analyse du risque foudre conclut que les dispositifs existants sont suffisants. Aucune non-conformité n'est relevée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Ventilation et recharge de batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 17. modifié par APE article 2.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation et recharge de batteries
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. [...] 9 chargeurs peuvent être implantés en dehors du local de charge (10 % du volume global et présentant une puissance inférieure à 50 kW), répartis au sein du rez-de-chaussée de la cellule 1 et des cellules 2 et 3. Les batteries associées aux chargeurs sont dites « à recombinaison de gaz » permettant de réduire le dégagement d'hydrogène de 95 % par rapport à des batteries classiques. De plus, les batteries sont éloignées de plus de 3 m de toute matière combustible, les chargeurs bénéficient d'une protection évitant la propagation d'étincelle électriques et les cellules sont largement ventilées pour éviter toute création d'atmosphère explosive.
Constats : Lors de la visite, la présence de la cloison en bardage pour éviter la propagation d'étincelles électriques a pu être vérifiée. Aucune non-conformité n'a été relevée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Travaux de mise en conformité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2022, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux de mise en conformité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les travaux suivants seront réalisés pour répondre aux prescriptions réglementaires : <ul style="list-style-type: none">– Mise en conformité du désenfumage naturel en toiture pour les cellules disposant d'une surface de désenfumage inférieure à 2 %.– Mise en place de bandes incombustibles A2s1d0 sur 5 m en toiture de part et d'autre des murs séparatifs.– Mise en place de moyens de défense incendie (poteaux surpressés + réserves) permettant de répondre au calcul des besoins en eau.– Aménagement et matérialisation des aires de mise en station des moyens aériens et des aires « engins ».– Création d'un bassin de rétention complémentaire permettant de répondre au calcul des besoins en rétention.– Automatisation et asservissement des dispositifs d'obturation permettant le confinement des eaux d'extinctions.– Isolement coupe-feu du local maintenance.– Asservissement par le système de sécurité incendie de l'ensemble des portes coupe-feu. Les travaux de mise en conformité doivent être finalisés en mars 2022.
Constats : La visite a permis de vérifier que l'exploitant a procédé aux travaux de mise en conformité prescrits dans son arrêté préfectoral, comme en atteste les constats effectués dans le présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet